

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 21/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



MARGNES ENERGIES

Chez 3D ENERGIES
336 avenue de Paris
79000 Niort

Références : 81-CRARC-2027-75
Code AIOT : 0006809578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement MARGNES ENERGIES implanté au lieu-dit Puech Cornet LE MARGNES 81260 Fontrieu. L'inspection a été annoncée le 01/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARGNES ENERGIES
- Lieu-dit Puech Cornet LE MARGNES 81260 Fontrieu
- Code AIOT : 0006809578
- Régime : Autorisation

Le parc éolien actuellement exploité par la société MARGNES ENERGIE a initialement fait l'objet d'un permis de construire en date du 7 mars 2005 délivré à la société VALECO EOLE. Il concernait 6 éoliennes de type ENERCON E70 E4, ayant une hauteur de mât de 60 m et une puissance unitaire de 2,52 MW. Le parc a été par la suite scindé en deux parcs exploités par les sociétés MARGNES ENERGIE (parc de Puech Cornet : 5 éoliennes) et SINGLADOU ENERGIE (parc de Singladou : 1 éolienne).

En 2021, les deux parcs ont été fusionnés par absorption de la société SINGLADOU ENERGIE par la société MARGNES ENERGIES.

L'exploitation de ce nouveau parc est menée par la société 3D ENERGIES, implantée à Niort.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 28 juin 2022 et récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 2 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 | Susceptible de suites | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|---|--|-------------------|
| 3 | Exploitation – déchets | Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-45 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 4 | Biodiversité | AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection permet de lever les non-conformités relevées lors de l'inspection du 28 juin 2022, notamment celle qui avait fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure en date du 6 octobre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2023 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit. |
| Constats : L'exploitant a informé le 15 mars 2023 qu'une Eolbox avait été installée sur le parc le 9 mars 2023. Désormais, les déchets générés par le maintenancier ENERCON seront déposés dans celle-ci, puis évacués directement vers une installation autorisée à les recevoir. Une offre complète pour la gestion des déchets a été signée avec ORTEC. L'inspection a permis de constater la mise en place de l'éolbox à proximité de l'éolienne MRG01-EOL01. Elle est munie d'un cadenas et d'un extincteur. La mise en demeure peut être levée |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>(...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p> |
| Constats : L'exploitant a transmis un échéancier de levée des observations. Les 3/4 des observations ont été traitées. Pour les autres observations, les ordres de réparation ont été passés auprès d'ENERCON et sont en cours de traitement. Une vérification de la levée de ces observations a été faite lors de l'inspection sur les postes de livraison. |
| Observations : L'exploitant transmettra les rapports de contrôle des installations électriques 2023 dès qu'ils seront disponibles. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Exploitation – déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-45 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>I. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique (...). L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour (...). Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle (...).</p> |
| Constats : Avec la mise en place de l'éolbox, les BSDD seront renseignés sur la plate-forme numérique Track Déchets au moment de leur enlèvement. A cet effet, le parc a été créé sur Track Déchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Biodiversité

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réduction facteur d'attractivité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.</p> <p>Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.</p> <p>L'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux sous la zone de rotation des pales sont à éviter.</p> |
| Constats : Il avait été constaté lors de l'inspection du 28 juin 2022 que les abords de l'éolienne 6 (éolienne SNG01) n'avait pas fait l'objet d'un débroussaillage récent. De nombreux buissons et arbustes susceptibles d'attirer les insectes s'étaient développés sous la zone de rotation des pales. Les travaux de débroussaillage ont été commandés le 12 septembre 2022 et réalisés le 22 septembre 2022 (photo transmise à l'inspection en suivant). L'inspection de 2023 a permis de vérifier que les abords des éoliennes étaient entretenus. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |